

Refédéraliser la mobilité, tout bénéfique pour l'économie

LE RÉSUMÉ

Refédéraliser des compétences en matière de mobilité permettrait d'éviter beaucoup de dysfonctionnements néfastes pour le développement économique du pays.

Par contre, toucher au commerce extérieur serait une très mauvaise idée.

NATHALIE BAMPIS

Il aura suffi d'une seule lettre, rédigée par les jeunes MR, cosignée par deux ministres fédéraux (François Bellot et Sophie Wilmès), pour réenflammer le débat du communautaire. Pour rappel, vendredi dernier, cette lettre, estampillée MR donc, a mis sur la table la question brûlante: ne faudrait-il pas refédéraliser certaines matières. Mobilité, commerce extérieur, énergie, santé...

Une lettre d'intention. Mais qui, pour se concrétiser, nécessiterait de lever les obstacles: politiques et techniques. Et surtout, de se poser la question: les citoyens en sortiraient-ils gagnants? «Pour refédéraliser, il faut de très bonnes raisons, et elles doivent surtout se fonder sur des critères rationnels d'efficacité économique», juge le constitutionnaliste Christian Behrendt (ULiège). Car au-delà de ça, les régionalisations successives ont eu pour avantage de pacifier le pays.

Petit rappel bien utile: refédéraliser impliquerait d'ouvrir le débat à une 7e réforme de l'État. Qui nécessiterait une double majorité des deux tiers: dans chacun des groupes linguistiques, à la Chambre et au Sénat, et une majorité globale des deux tiers à la Chambre. Rien qu'à travers ce prisme, vu les rapports de force en place, on prend vite conscience que le débat a peu de chance d'aboutir à des actes concrets. Si ce n'est d'avoir l'effet inverse: regardez la N-VA qui, le brûlot à peine lancé, a repropulsé sur l'avant-scène médiatique le terme que les francophones n'ont eu de cesse d'écarter: confédéralisme.

Autre rappel historique de Christian Behrendt, «dans le cadre des six réformes de l'État, on n'a presque ja-

mais refédéralisé des matières. Il y a bien eu quelques minuscules points de compétence, très pelliculaires et techniques, qui ont subi une évolution en sens inverse». Mais à part cela, tous les processus se sont faits dans un seul sens: le renforcement du fédéralisme.

Pour le constitutionnaliste, ces deux préalables étant posés, il n'empêche pas que le débat soit (re) lancé. «Académiquement et intellectuellement, oui, le débat peut se poser. On est en démocratie.» De savoir si, à un an des élections, en plein cœur de l'été, il était opportun de le faire, c'est une autre question...

Venons-en à présent aux dossiers.

► **La mobilité.** Sur ce dossier, Christian Behrendt donne un feu vert. Car à ses yeux, c'est le dossier par excellence sur lequel la régionalisation des compétences a eu des conséquences négatives, et provoque aujourd'hui des dysfonctionnements qui vont jusqu'à entraver le développement économique du pays.

Vous voulez quelques exemples? On vous les sert. Le premier, c'est celui de la gestion de l'aéroport national, Zaventem. Avec ses normes de bruits (régionales) et sa sécurité aérienne (fédérale). «Rien que sur cela, on est déjà dans un nœud inextricable.» On ne vous fera pas l'insulte de vous rappeler les crises politiques à répétition autour de la question du survol de Bruxelles et de sa périphérie.

Autre exemple, les routes. «On a cru pouvoir fédéraliser les routes, partant du constat que le développement du réseau routier était arrivé à son maximum. Mais on a oublié que d'autres dossiers de mobilité routière pourraient venir sur la table: la vignette autoroutière, les péages, la gestion des bouchons qui n'ont pas de frontière linguistique, la saturation de Bruxelles, qui se répercute sur les axes régionaux (E411, E19, E40...).»

Christian Behrendt pointe, dans ces dossiers, un processus décisionnel qui s'est tellement complexifié que la Belgique, aujourd'hui, est en retard sur tous les autres pays. «Même Athènes, qui n'est pas vraiment plus riche que Bruxelles, a un métro magnifique... Chez nous, on peine à créer un RER...»

► **Le commerce extérieur.** Ici, Christian Behrendt met un feu rouge à la refédéralisation. «On enlèverait aux

Régions la visibilité internationale qu'elles ont acquise. C'en sera fini de l'Awex, or elle a contribué à la croissance wallonne, et c'est un des parastats qui fonctionne le mieux...»

Behrendt rappelle aussi que la régionalisation du commerce extérieur s'est faite à la demande des Wallons, qui se sentaient toujours défavorisés dans les dossiers d'investissement face à la Flandre. «Alors oui, cela induit plus de compétition entre les Régions, mais si elles ne sont pas capables d'être compétitives entre elles, comment le pourraient-elles à l'international?», s'interroge Behrendt.

Mais la multiplication des agences, des attachés économiques et commerciaux, cela ne serait-il pas du gaspillage? «Oui, cela induit un surcoût, mais il faut voir ce que cela rapporte. Et pour l'attractivité des Régions, le bénéfice est positif en termes économiques», estime-t-il.

► **La santé.** Ici, Behrendt brandit le feu orange. Le statut quo n'entraîne pas de dysfonctionnement, même si la technicité pour faire fonctionner les choses est énorme. Mais Behrendt en appelle vivement à un stop institutionnel. «Aller plus loin, cela n'aura pas d'impact en termes de compétitivité, mais éthiquement, cela serait très lourd à supporter, car régionaliser complètement les soins de santé (dont les interventions médicales) aura sans conteste des répercussions sur la santé des gens.»

RÉACTIONS

BEAUCOUP DE «NON», MAIS UN GRAND «OUI»

Alexander De Croo, le vice-Premier Open Vld, avait déjà ouvert la brèche de la question de la refédéralisation début juillet. Depuis, deux camps s'affrontent. Dans celui du non, on retrouve certains MR, comme Jean-Luc Crucke. L'aile régionaliste du parti a très mal pris la sortie des collègues. Le président Olivier Chastel a tranché dans le vif: oublions cela (pour le moment). Toujours du côté des non, le CD&V, par la voix de son chef de groupe à la Chambre, Servais Verherstraeten. «L'histoire va dans le sens de la régionalisation», rétorquait-il à

son collègue Alexander. Le PS aussi remise l'idée au frigo, en se rendant bien compte qu'en ouvrant le débat, on marche sur des œufs, et que l'omelette qui pourrait voir le jour si on persiste dans cette voie pourrait être explosive. Du côté des oui, le cdH s'est rangé ouvertement et sans tabou du côté des signataires du plaidoyer libéral et ce au nom de l'efficacité. «Le pays ne doit pas tourner comme le veut la N-VA», disait Maxime Prévot hier au Soir. Chez Ecolo, on dit réfléchir à la question. Et rendez-vous en janvier.